

Marée humaine
dans une mer de sable.

Voilà la faim.



Rapport annuel 2012-2013

L'UPA et la FAO s'unissent pour l'agriculture familiale

La sécurité alimentaire à l'échelle mondiale est assurée par les petits producteurs

Le Devoir, 2 février 2013 par Réginald Harvey

L'Union des producteurs agricoles (UPA) s'applique depuis plus de 20 ans à coopérer avec des organisations paysannes disséminées à travers le monde. Forte de ses valeurs et de son expertise, elle a signé en octobre 2012 une entente avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). En vertu du document paraphé, l'UPA et la FAO mèneront des actions concertées pour favoriser le maintien et la croissance de l'agriculture familiale. [...] »

Table des matières

Introduction – La coopération se désertifie.....	4
Mot du président – Prêcher dans le désert.....	5
Mot du secrétaire général – Conscience et supercherie	6
Mot du parrain du programme <i>Les Savoirs des gens de la terre</i> au Sénégal – Comment veiller au grain	7
Section I – Vie corporative - S’allier pour faire plus, mieux et meilleur	8
Section II – Accaparement des terres – Ce qui fait « foncier » les sourcils de la terre	13
Section III – Moussa et Awa - Accaparement de la vie	24
Section IV – Les faits saillants – Coopération solidaire	30
Tableau d’occupation des terroirs	34
Des artisanes et artisans de la résistance	35
Semer des mots et des images pour résister à l’accaparement.....	37
Post-scriptum – titre à venir.....	38



Introduction

La coopération se désertifie

Marée humaine, un nombre grandissant de ruraux qui se retrouvent dans une mer de sable. Une mer sans ressource pour se nourrir, s'alimenter, convenablement. L'accaparement des terres, un phénomène de plus en plus dramatique, contribue à cette situation. Comme le disent Moussa et Samba un peu plus loin « Partir c'est quitter la terre de vos ancêtres, la terre qui vous fait vivre; la terre c'est aussi notre village, son histoire, ce qui nous lie ! ».

À deux ans de la date butoir pour l'atteinte des objectifs du millénaire, nous pouvons affirmer sans trop de risque qu'on s'est trompé d'erreur. On avait annoncé une diminution de la faim de 50 % à l'échéance en 2015. Or, c'est plutôt une augmentation qui nous menace à la fin de cette échéance. Et qui plus est, par grand vent de sécheresse, la coopération aussi se désertifie.

Depuis, « ... les événements du 11 septembre [2001] auront complètement modifié la politique d'aide du Canada : de la naissance du concept de sécurité humaine aux approches 3D [diplomatie, développement et défense], l'aide est désormais un outil stratégique des interventions internationales de l'Occident. [...] L'aide canadienne se définit maintenant par une forme d'idéologie qui apparaît comme étant « nouvelle » et en opposition avec une aide humanitariste, internationaliste ou même commerciale. »¹ On ne s'est malheureusement pas trompé en rapportant cette citation l'an dernier, dans le document « 20 d'ans 1 », en page 42. Il est encore plus d'actualité d'affirmer aujourd'hui que la coopération se désertifie.

Dans les pages qui suivent, vous trouverez à la fois nos préoccupations, nos questionnements, nos actions, notre ancrage au sein de l'Union des producteurs agricoles (UPA), nos alliances, nos histoires ainsi que notre style d'écriture où souvent nous jonglons avec les mots afin de mieux rendre l'essence de nos propos.

Bonne lecture !



¹ Conférence de François Audet, Transformation idéologique dans l'aide canadienne : rupture ou continuité?, à l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI), 15 juin 2012.



M. Marcel Groleau

Mot du président

Prêcher dans le désert

« Prêcher dans le désert », voilà une expression datant du 18^e siècle et qui n'a rien perdu de son sens. Depuis son origine, elle signifie parler dans le vide, ne pas être écouté. De fait, le désert étant un endroit aride et inhabité, les chances d'être entendu sont faibles... Aujourd'hui, nous savons que les déserts avancent à grandes enjambées. Est-ce à dire que la portée de cette expression gagne du terrain. Franchement, il m'arrive parfois de le penser.

À observer attentivement la tournure des événements, il y a de quoi se questionner. L'accaparement des terres est certainement la démonstration, la plus récente, de l'absence de politiques permettant à l'agriculture familiale de participer à la sécurité alimentaire planétaire. La face cachée de cette réalité, qui sévit dans les campagnes, s'appuie sur cette conception du monde laissant croire que seul le marché figure au rang de solution pour contrer la faim. Le résultat témoigne de l'aridité du climat dans lequel évolue une agriculture comptant de moins en moins de visages dans les villages.

En tant que président de l'Union qui a fait naître UPA Développement international (UPA DI), j'estime que nous devons être porteurs d'une autre vision. Cette dernière ne peut pas être qu'un mirage et ne servir qu'à alimenter l'espoir. Elle doit nourrir des ventres quotidiennement. Elle doit le faire sur la base de gestes concrets et de résultats durables.

C'est dans cet esprit que nous agissons parfois même aux portes du désert, au sens propre, et souvent dans un environnement aride, dans tous les sens du terme. Chose certaine, nous le faisons le plus souvent dans un contexte peu propice.

Si les résultats sont impressionnants, c'est que nous accompagnons une volonté d'agir. Nous appuyons des organisations de productrices et de producteurs dont les membres sont animés par les mêmes convictions, la même détermination.

Heureusement, nous ne sommes pas les seuls à croire qu'il est possible de faire autrement. Soixante-dix pour cent du riz produit sur la surface du globe est le résultat d'une agriculture faite par des exploitants, lesquels cultivent en moyenne moins d'un hectare. Il est donc possible de faire autrement. À preuve, le riz représente la denrée la plus commercialisée sur la planète et a connu, au cours des deux dernières décennies, la plus forte augmentation de volume de production.



M. André D. Beaudoin

Mot du secrétaire général

Une bouteille à la mer

Ce rapport annuel est comme une bouteille à la mer. Une bouteille de plus me direz-vous. Et la mer, accaparée par ses propres défis, a-t-elle vraiment le temps de donner la bonne direction à cette bouteille ? Alors peut-être est-elle condamnée à flotter au gré des marées, bousculée par les intempéries du moment. Comme tant d'autres, elle s'abîmera peut-être sur un récif et finira sur un lit de mer bienveillant et lui-même très affecté.

Ou peut-être que cette bouteille échouera sur une plage bondée de bonnes intentions, prêtes à entrer en action. À la lecture de son contenu, quelqu'un comprendra qu'il s'agit bien plus d'une volonté de contribuer à la solution globale que d'un cri d'alarme.

L'accaparement des terres est un symptôme et non une cause. S'accaparer pour faire quoi au juste ? Pour posséder ? Pour profiter dans le sens de croître ? Ou pour croître dans le sens de profiter ? Sans entrer dans les fondements et faire la psychanalyse du phénomène, on peut certainement avancer l'idée que de tout temps, les êtres humains ont cherché à dominer l'espace, le temps que cela dure, c'est-à-dire l'espace de leur vie.

Mais la terre n'a pas besoin qu'on l'accapare davantage. Elle est déjà assez préoccupée par la façon d'agir de ses occupants. Elle a surtout besoin qu'on la respecte. D'ailleurs, l'attitude des hommes est bien difficile à comprendre puisque ces derniers ont davantage besoin de la terre que celle-ci a besoin d'eux. Elle peut très bien vivre sans ces êtres dont l'urgence d'agir devient un sentiment uniquement lorsque leur vie est menacée et disparaît aussitôt qu'ils se sentent en sécurité.

Dans notre bouteille, vous allez retrouver le désir de contribuer, de participer à changer le cours des choses. Vous découvrirez que des actions concrètes sont possibles, rendant ainsi justice à la terre et, du même souffle, respectant les aspirations des hommes et des femmes qui la travaillent. Vous découvrirez également que, à force de partage, nous parvenons à posséder un savoir beaucoup plus utile à la collectivité que la possession simple de la terre. En ouvrant cette bouteille, vous sentirez un fond d'indignation devant ces paradis qu'on obtient avant la fin de nos jours, pendant que d'autres ont faim tous les jours.



M. Mamoudou Deme

Mot du parrain du programme ***Les Savoirs des gens de la terre au Sénégal***

Comment veiller au grain

Comment la Société Nationale d'Aménagement et d'Exploitation des terres du Delta du fleuve Sénégal (SAED) et ses partenaires «veillent au grain»? La Loi sur le domaine national et le décret instituant les zones pionnières ont permis, avec la création de la SAED, d'introduire et de développer l'agriculture irriguée en rive gauche du fleuve Sénégal. Deux décennies après, ces zones pionnières ont été reversées aux communautés rurales qui en assurent désormais la gestion conformément aux textes de la décentralisation.

Ces dispositions, aidées par l'institution des groupements d'intérêt économique (GIE) au Sénégal, consacrèrent la course effrénée vers la terre des «privés» par opposition aux initiatives publiques pour les aménagements hydroagricoles. On assiste alors à la première tentative d'accaparement par un développement incontrôlé des périmètres privés tracés sans respect des normes. On parlait ainsi de traçage pour marquer la présence des premiers arrivés sur ces lieux. Ces aménagements privés seront réfectionnés et consolidés à partir de 2008 dans le cadre des 35 000 ha du Programme national d'autosuffisance en riz (PNAR).

Aujourd'hui encore, avec de nouvelles initiatives de relance de l'agriculture à la suite des crises alimentaire et énergétique (développement de biocarburants) de 2008, des porteurs de projets se lancent dans l'aménagement de grands espaces pour rentabiliser les importants investissements mis en œuvre. On parle alors «d'agrobusiness» par opposition aux petites exploitations dites familiales. Ces exploitations familiales, de surfaces réduites, étaient dédiées à la satisfaction des besoins alimentaires de base ou à l'agriculture de subsistance, malgré leur ouverture actuelle sur le marché.

La tendance est d'opposer cette agriculture de subsistance à celle qui colonise de grands espaces avec un souci de rentabilité, financière surtout, afin de garantir plus de revenus. Ces grands espaces, mêmes incultes ou en jachère faute de moyens, restent tout de même le domaine (territoire) de développement économique et social des populations autochtones.

La question est alors de savoir si cette situation, rythme d'aménagement très lent et accroissement de la population ainsi que de ses besoins, est préférable à celle qui allierait la préservation et la sécurisation des exploitations familiales et l'ouverture à de nouveaux projets dits «agrobusiness».

À notre avis, à défaut d'une profonde réforme foncière, la mise à profit des outils développés par la SAED et ses partenaires, comme les plans d'occupation et d'affectation des sols (POAS), la Charte du domaine irrigué (CDI) et le Système d'information foncière (SIF), combinée à une concertation prudente avec les populations locales permettra d'aboutir à une cohabitation intelligente des deux modes d'exploitation. Cette réelle complémentarité serait à l'avantage de toutes les parties plutôt que de jouer sur certaines situations qui fatalement déboucheront sur des frustrations avec de fâcheuses conséquences.

S'ALLIER POUR FAIRE PLUS, MIEUX ET MEILLEUR

« On peut bien chasser le paysan de ses terres, mais on ne pourra jamais chasser la terre du paysan ». La meilleure résistance à l'accaparement des terres repose sur le terrain de la solidarité entre les paysannes, les paysans et leurs organisations. Dans le même esprit, l'ensemble des partenaires institutionnels qui les soutiennent, contribue à cette solidarité.

Des organisations se démarquent

Le plan de développement 2009-2014 d'UPA Développement international (UPA DI) réaffirmait sa mission première : soutenir l'agriculture familiale et appuyer le développement de politiques favorables à l'exercice de cette agriculture.

Le premier volet s'est concrétisé dans la mise en œuvre d'actions, au sein d'organisations paysannes (OP) démocratiques fortes, consolidant l'agriculture familiale. De façon particulière, ces OP travaillent à la mise en place de services à caractère économique à l'intention de leurs membres. Exemples : systèmes collectifs de mise en marché, achats groupés d'intrants et services semenciers. Cet engagement d'UPA DI lui permet aujourd'hui :

- De célébrer avec l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) au Burkina Faso, 20 ans de partenariat riche et fructueux.
- D'être aux premières loges pour apprécier l'accomplissement et la fierté de Faso Jigi au Mali qui recevait, au cours de la dernière année, le prix de « la meilleure organisation paysanne ». Ce prix a été remis par Kofi Annan, président du conseil d'administration du Forum africain de la Révolution Verte (AGRA en anglais).
- De déployer, depuis 2004 au Sénégal, une approche de développement renforçant structurellement les capacités humaines, financières et économiques des paysannes et paysans, des exploitations familiales, de leurs groupements, unions et fédérations. Cette approche se concrétise dans le programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT) réalisé avec l'Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM) et la Fédération des périmètres autogérés (FPA) en collaboration avec le Centre interprofessionnel de formation aux métiers de l'agriculture (CIFA).

Signature d'une entente historique avec la FAO

Le deuxième volet de cette mission, celui des politiques, nous a permis d'agir sur la vision même du développement de l'agriculture et de ses implications sur sa mise en œuvre.

- En 1998-1999 le rapport annuel titre : « Gardiens des terres sans papier... ». Il évoque « l'importance stratégique de l'occupation du territoire ».
- En 2001, la réflexion sur la sécurité alimentaire fait émerger le concept de « souveraineté alimentaire ». Plus qu'un concept, elle est un modèle de politique qui non seulement contribuerait à la sécurité alimentaire, mais également à « la sécurité élémentaire » de celles et ceux qui produisent ces denrées en leur garantissant un juste prix pour leurs produits.

- En 2003, UPA DI poursuit la promotion et la défense de l'agriculture familiale. Cela se réalise par le renforcement des capacités des organisations paysannes partenaires en Afrique de l'Ouest dans le cadre des négociations sur le commerce des produits agricoles à l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- En mars 2004, avec les organisations partenaires, UPA DI s'associe à la mise en place du *Mouvement pour une agriculture équitable* (MAÉ-MAÉ) soutenant le concept de la souveraineté alimentaire afin d'y parvenir.
- La crise alimentaire de 2008 aura au moins permis de faire connaître les mécanismes collectifs de mise en marché mis en place, depuis 15 ans en Afrique de l'Ouest, par UPA DI et ses partenaires. Ils ont démontré leur pertinence et leur efficacité, y compris en situation de crise.

Tout ce cheminement a conduit, au cours de la dernière année, à la signature d'une entente historique entre l'UPA et la FAO pour la promotion de l'agriculture familiale et le soutien aux organisations de productrices et producteurs agricoles. Cette entente reconnaissait, de facto, l'importance de ces organisations dans le développement de l'agriculture et le rôle qu'a joué l'UPA/UPA DI dans l'appui au développement de politiques agricoles.

Il est prévu dans le protocole d'entente de :

- Travailler à l'élaboration de mécanismes permettant aux agricultrices et aux agriculteurs d'avoir un accès réel au marché de l'alimentation pour leurs produits à des prix couvrant leurs coûts de production.
- Promouvoir des stratégies de développement des organisations de productrices et de producteurs agricoles, afin que ces dernières acquièrent progressivement une autonomie financière et organisationnelle certaine.
- Contribuer à promouvoir, en collaboration avec les États et les organisations de productrices et de producteurs, des politiques agricoles permettant d'assurer l'émergence d'une agriculture familiale.

Cette entente ne met pas de temps à se concrétiser puisque déjà une collaboration a débuté dans le cadre du programme CoOPéquité de la FAO, au Niger. En effet, une mission conjointe UPA DI/FAO s'est réalisée et d'autres sont programmées en 2013.

L'objectif général de CoOPéquité est de contribuer au développement d'organisations de productrices et producteurs agricoles (OPA) performantes et économiquement viables qui intègrent les principes d'équité et de bonne gouvernance. Le but final est d'améliorer la sécurité alimentaire et les conditions de vie des petits producteurs et productrices agricoles. Pour cela, CoOPéquité combinera à la fois des activités d'assistance aux politiques nationales et des activités de renforcement de capacités des OPA, toutes deux intimement liées.

La FAO a notamment demandé à l'UPA/UPA DI de partager tant son expérience au Québec que sur la scène internationale, ce qui traduit bien la volonté exprimée par le président d'UPA DI au début du présent rapport.

Les producteurs réaffirment leur solidarité au Congrès général

Pour la première fois, au Congrès général de l'UPA, dans un geste exceptionnel de solidarité, les productrices et les producteurs du Québec décident d'affecter une partie de leur cotisation annuelle pour soutenir des actions ailleurs dans le monde. Les différentes structures de l'UPA appuyaient déjà UPA DI dans sa mission à l'international, et ce, de différentes façons. Cette fois-ci, les membres, par une résolution au Congrès général, reconnaissent l'importance de la solidarité avec des partenaires des pays en développement pour assurer la sauvegarde de l'agriculture familiale du Québec et de partout dans le monde.

DigniTerre, une campagne de solidarisation

Conjointement avec L'ŒUVRE LÉGER, UPA DI a poursuivi sa campagne majeure alliant deux objectifs : la sensibilisation du monde rural à la coopération internationale et la levée de fonds pour soutenir des actions sur le terrain. Par DigniTerre, UPA DI et L'ŒUVRE LÉGER visent à faire connaître leur mission auprès du monde rural et faire en sorte qu'il soutienne cette CAUSE.

Un geste d'équité et un élan de solidarité d'AgriCord

Rappelons qu'AgriCord est un regroupement international d'agri-agences qui œuvre dans le domaine du développement auprès de partenaires des pays du Sud. AgriCord met à la disposition de ses membres des fonds, obtenus de différents bailleurs nationaux et internationaux, afin de soutenir l'agriculture dans des pays en développement.

Au cours de la dernière année, le fonds de soutien au développement de l'agriculture des pays partenaires a été relancé. Reconnaisant l'expertise de ces agri-agences sur le plan international, l'Union européenne octroie un financement de 15 M\$ CA, géré par le Fonds international de développement agricole (FIDA) et attribué à AgriCord, ainsi qu'à ses membres, pour appuyer des organisations paysannes en Afrique.

Dans un souci de solidarité entre ses membres, AgriCord a réparti les 15 M\$ CA de façon équitable entre les sept agri-agences participantes. Lorsque la solidarité nous habite, elle s'exprime de multiples façons à travers les gestes du quotidien.

Alliance agricole internationale

L'Alliance agricole internationale (AAI), regroupant la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et UPA DI, est également affectée par le repositionnement de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). En effet, les nouveaux mécanismes d'attribution des financements mis en place par l'ACDI rendent plus difficile l'accès à des fonds pour le soutien au développement de l'agriculture dans les pays partenaires.

De plus, les appels d'offres des grandes institutions internationales, plus complexes et moins nombreuses, confirment, si besoin est, que la capacité de réaliser des actions sur le terrain passe définitivement par des alliances. Dans ce sens, l'AAI se positionne avantageusement pour répondre à de tels appels d'offres internationales.

Par ailleurs, au niveau de la programmation, le Programme de compétitivité et de diversification agricole (PCDA) au Mali et le projet Bey Dunde consistant à un appui à la production, à la commercialisation et au développement organisationnel, avec la FPA au Sénégal, se poursuivent.

Collaboration Québec - Haïti

Vous aurez sans doute compris que la dénomination « Collaboration Québec - Haïti » est la nouvelle appellation de la « Collaboration Saint-Jean-sur-Richelieu - Haïti ». Cette organisation et son partenaire haïtien, la Fondation pour le développement économique et social (FODES-5), ont réussi à regrouper autour d'elles, et de la population de la région de Labrousse, plusieurs intervenants, dont UPA DI. Cette concertation entre les partenaires et la complémentarité des activités donne lieu à un véritable programme intégré de développement pour la population de Labrousse.

Les puits creusés dans les activités de Terre Sans Frontière (TSF) comblent les besoins d'approvisionnement en eau potable et contribuent, ainsi, à la réussite des activités agricoles encadrées par UPA DI. La production agricole, en plus de contribuer à l'augmentation des revenus des familles, vient appuyer, en donnant accès à des aliments de qualité et en quantité suffisante, les efforts de Collaboration santé internationale (CSI). Celle-ci met en place des outils pour une meilleure santé de la population de Labrousse. De plus, la formation d'une apicultrice par UPA DI, fait de cette dernière la mentor pour la production de miel dans le cadre des activités de la Fondation Paul Gérin-Lajoie (FPLG). Et bien plus encore...

Cette approche globale et intégrée du développement vise la promotion et la mise en valeur des ressources du milieu. La contribution d'une organisation de solidarité comme la Collaboration Québec-Haïti, anoblit les activités de coopération.



L'ŒUVRE LÉGER

La collaboration d'UPA DI avec L'ŒUVRE LÉGER prend plusieurs visages. Nous en avons déjà évoqué un, la campagne DigniTerre. Au Burkina Faso, les deux organisations appuient l'UGCPA/BM dans la mise en œuvre d'un ambitieux projet de résilience face à l'impact des changements climatiques sur la profession paysanne. D'autres interventions, notamment en Haïti et au Mali, se font conjointement par UPA DI et L'ŒUVRE LÉGER.

Plus largement, afin de favoriser un rapprochement et une meilleure compréhension mutuelle, chaque organisation a délégué un représentant sur le conseil d'administration de l'autre.

CE QUI FAIT « FONCIER » LES SOURCILS DE LA TERRE

En labourant aveuglément, le néolibéralisme a entraîné dans ses sillons l'agriculture planétaire. Aucune préparation, pas de travail minimum du sol. On a mis la charrue avant les mastodontes. Les bœufs étant ailleurs, occupés à grafigner quelques arpents de terre dans certains pays en développement.

Qu'est-ce que les tenants de ce système avaient à l'esprit au juste ?

- Permettre de réduire les coûts de l'alimentation ?
- Donner naissance à la société de consommation ?
- Accroître l'écart entre les riches et les pauvres ?
- Accélérer la concentration de la richesse ?
- Réduire l'accès à la propriété ?
- Subordonner les règles démocratiques aux pouvoirs économiques ?

Difficile d'affirmer, car la réalité est toujours plus complexe que l'histoire veut bien nous l'enseigner. Une phrase dite par une personnalité publique suffit à occuper de nombreux historiens pendant de longues années. Pensons au fameux « Vive le Québec libre » du Général de Gaulle ou le « non » à la guerre en Irak du premier ministre Jean Chrétien.

Le texte qui suit n'est qu'une interprétation de l'histoire.

Il était une fois la fin de la Deuxième Guerre mondiale

Notre histoire commence dans la mouvance de la période de l'après-guerre, soit à la fin des années 50. L'Amérique du Nord était déjà largement excédentaire sur le plan alimentaire. Le continent européen, miné au sens propre comme au figuré, incapable de bien nourrir sa population terrorisée par le peu de considération faite à la nature humaine, cherchait la voie de la relance. C'est déjà l'époque de la démesure d'un continent asiatique surpeuplé où cohabitent l'extrême pauvreté et la pauvreté de masse. C'est aussi le moment de mesurer les conséquences de la domination exercée sur le continent africain. Ce dernier fut libéré sur parole, par les Colonisateurs, à un prix cependant de demeuré... pourvoyeur de produits alimentaires exotiques. Bref un monde où se nourrir était un défi quotidien pour la majorité de la population mondiale.



S'attaquer à ce problème incommensurable demandait un champ de vision extrêmement large dans une perspective de grands horizons. Les accords de Breton Wood, signés en juillet 1944, donnèrent de la couleur à ce sombre tableau. L'agriculture fut au cœur du dessein du monde. L'Europe démina son territoire et la terre recommença à germer. L'agriculture redevint peu à peu le blé des agriculteurs, capable de tirer un revenu conséquent de leur travail quotidien. L'Asie fit sa révolution verte, bouleversant les statistiques en chavirant les colonnes de chiffres illustrant les volumes disponibles. Les greniers du monde commencèrent à se garnir de denrées alimentaires. Des stocks de sécurité alimentaire furent constitués pour palier au plus urgent et pour éviter d'autres crises. C'est la période où on « famine » de rien, mais on rebâtit.

Pour y veiller, la jeune organisation mondiale qu'était l'Organisation des Nations Unies (ONU) mit, au fil du temps, à la disposition du monde trois dispositifs : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Fonds international de développement agricole (FIDA). La FAO se vit confier la responsabilité d'élaborer les grandes politiques alimentaires mondiales. Le PAM, s'est vu responsabiliser de la lourde tâche de fournir de la nourriture aux plus vulnérables. Quant au FIDA, il hérita du mandat de donner les moyens financiers à ceux qui n'en avaient pas, pour produire l'effet durable d'une alimentation planétaire stable. Tous trois réunis au sein des Nations Unies, ils eurent la responsabilité conjointe d'échafauder le système alimentaire du monde.

À cette époque, il y avait tant à faire que la concertation était de rigueur. Les résultats furent éloquents. En 25 ans, deux continents ont inversé la tendance de leur bilan alimentaire. L'Europe l'a fait de façon remarquable et l'Asie, le fit de façon magistrale. Devant de tels résultats, le monde s'est mis à espérer, puis à rêver. Tellement transporté par ces succès que, de nuage en nuage, il changea de paradigme.

Les besoins demeuraient tellement grands et n'avaient d'égal que le désir de les combler. Donner naissance à une société de consommation demande en effet beaucoup d'énergie dans tous les sens du terme. Il fallait prendre les moyens pour que le plus grand nombre puisse consommer davantage. Augmenter les revenus était sur la table à « dessein ». Mais diminuer le prix des produits de première nécessité offrait de bien meilleures perspectives. Dans les pays occidentaux, l'alimentation et l'habillement devaient donc coûter moins cher pour ainsi dégager un espace monétaire permettant d'acheter une première maison, une première voiture, une première télévision, etc.



L'économie... des crises

Dans les pays industrialisés, la crise pétrolière à la fin des années 70, fut suivie de la crise économique de 1982. Cette dernière fit réaliser les limites de consommation dans un système capitaliste évoluant en social-démocratie. On commença alors à ouvrir les lignes de crédit et la spirale de l'endettement des ménages s'amorça sérieusement. Sur 20 ans, la classe moyenne s'appauvrit doucement, tout en ayant les moyens d'accumuler des biens acquis au prix de l'endettement. C'est ainsi que le pouvoir d'emprunt des uns a permis la concentration de la richesse des autres. Au fil du temps, la classe moyenne s'endetta lourdement, sans faire le poids devant des riches devenus grossièrement pesants, dans un système économique en pleine transformation.

L'apparition d'un néolibéralisme débridé fit naître de nouveaux travers. Montés sur leurs grands chevaux, les maîtres de la nouvelle économie nous ont fait payer leur « bourse » au prix de combien de bouches à nourrir. C'est ainsi qu'en 2007, la crise économique mondiale nous a montré la face cachée d'un système financier au service de la concentration de la richesse plutôt que d'être le moteur d'une croissance économique partagée. La crise des subprimes, la fameuse crise du papier commercial adossé à des dettes non bancaires, communément appelé dette toxique, a mis en lumière le stratagème.

À cette époque, à l'échelle planétaire, nous sommes loin du champ de vision des accords de Breton Wood. Même les radars les plus sophistiqués n'ont rien détecté. Ou bien ils étaient hors service, ou bien ils étaient au service de ceux-là mêmes qui voulaient que l'on regarde ailleurs. Coïncidence ou pas, la période suivante engendra une spéculation folle sur les produits agricoles de base. À un point tel, qu'elle provoqua la crise alimentaire de 2008. Dit autrement, les jeux de hasard du Nord ont provoqué la faim des gens du Sud, « accroupiés » qu'ils étaient devant ce constat d'échec. Les objectifs du millénaire ont pris le même bord que la pauvreté, c'est-à-dire celui de la fin d'une utopie. Celle laissant croire que la création de la richesse allait de pair avec la diminution de la pauvreté.

En voulant sauver la mainmise du système, les gouvernements, à leur tour, se sont lourdement endettés. À grand coup de mesures, ils ont renfloué les banques, servant les intérêts de ces mêmes riches qui sont à la source du gâchis économique dans lequel le monde est plongé, la tête sous l'eau. Les réserves étant à leur plus faible, on oblige tout le monde à retenir son souffle. Tout le monde, sauf ceux qui sont au-dessus de cela, quelque part dans les paradis fiscaux.

Les mesures d'austérité accompagnant les gestes gouvernementaux ont réduit la capacité d'agir des gens ordinaires et des petits entrepreneurs. La diminution des chances d'accéder à la propriété est au nombre des conséquences les plus pernicieuses.

Le monde agricole évolue dans la même tourmente. Les agricultrices et les agriculteurs sont maintenant coincés par cette nouvelle dynamique limitant les moyens de financer leurs exploitations. C'est dans ce contexte que l'accaparement des terres prend du galon. À mesurer sa trajectoire, on peut prétendre que la place de l'agriculture familiale perd du terrain.

Lorsqu'on fait le bilan des 30 ans du néolibéralisme, on est loin des 30 glorieuses qui les ont précédées. Ces années sont reconnues pour avoir permis l'émergence d'une classe moyenne dominante en Occident. Sa disparition progressive entraîne avec elle la sociale démocratie. Tout cela est en voie d'être remplacé par le pouvoir de l'argent, logé le plus souvent dans de petits îlots de fortune, sous la gouverne d'un système économique complaisant. La démocratie devient, peu à peu, un exercice de diversion, puisque les grandes décisions se prennent autrement qu'à travers le scrutin électoral.

Les rides du capitalisme, les « sourcils » de la terre

C'est bien connu, la terre n'a pas de sourcils, bien qu'elle ait plusieurs soucis. En sursis devant un environnement hostile, elle plisse simplement les yeux en attendant de se reposer après le départ des hommes. Le libéralisme économique est parvenu à ses fins en s'appuyant sur :

- La révolution verte asiatique.
- Le couple Reagan-Thatcher.
- La réponse néolibérale à la sécurité alimentaire.
- Le coût de l'inclusion de l'agriculture dans la libéralisation du marché.
- Une conception erronée de l'environnement et du territoire.

La révolution verte asiatique a été au cœur de l'argumentaire permettant d'inclure l'agriculture dans le grand projet néolibéral. Le succès de cette révolution, donnant de quoi nourrir la majorité de la population du continent asiatique, a fait dire aux tenants du libéralisme qu'il était possible d'éliminer la faim dans le monde. Admettons que le point de vue était séduisant.

Pour appuyer leurs dires, ils se servirent des résultats fulgurants obtenus par l'agriculture asiatique, réalisés à grands coups d'intensification de la production. Il leur a suffi de défendre l'idée qu'en éliminant les entraves au commerce, donc en permettant la libre circulation des biens et des services à l'échelle planétaire, le monde deviendrait un grand village. Les jardins de l'arrière-cour de chaque pays ne seraient plus qu'un espace de loisir permettant d'occuper les ruraux. Pour le reste, quelques très gros producteurs suffiraient à nourrir tous les gens du village.

Dans les salons de thé, le grand monde au pouvoir écoutait ces beaux discours avec le sourire de celles et ceux qui savent maintenant la recette pour changer l'ordre des choses. Madame Thatcher décida d'en être la mère porteuse. C'est ainsi que le couple Reagan-Thatcher adopta le projet.

L'ouverture sur le monde était capitale, ou était-ce le capital qui avait besoin de l'ouverture du monde pour pouvoir mieux se loger ? À chacun son paradis, dirait-on ! Quoi de plus ambitieux ? Les pauvres, avec de quoi se nourrir, et les riches avec de quoi s'enrichir. Il fallait cependant faire accepter le concept au reste du monde. L'idée d'une grande déclaration portant sur la sécurité alimentaire tombait à point. Énoncée par les Nations Unies, elle sonnait juste. Elle prit alors le chemin de Rome qui allait s'avérer celui de Damas.

Cependant, en attendant que les grandes instances se prononcent, il n'y avait pas de chance à prendre avec l'histoire. Valait mieux prendre les devants, le chantier était tellement important. Bien avant 1996, on commença par démanteler les mécanismes de protection de l'agriculture domestique. Ce fut le début de la fin des mécanismes de régulation, des stocks de sécurité alimentaire, des systèmes de gestion de l'offre, etc.



Au moment de la grande déclaration de l'ONU, le ménage avait été fait. Il ne restait qu'un Nouveau Monde à faire, ce à quoi nous étions tous conviés. Avec cette déclaration, le dumping s'accéléra, justifié par ce nouveau courant. Le GATT² céda sa place à l'OMC. La petite agriculture périclita partout sur la planète au rythme de l'abandon des soutiens. La Banque mondiale encouragea la diversification de la production agricole comme moyen d'adaptation. Des pays qui n'avaient jamais produit de café se mirent à le faire. D'autres se mirent à produire des petits pois mange-tout en plein désert. D'autres encore ont vu leurs champs de riz disparaître, pendant que d'autres ont vu de grandes compagnies planter des bananiers dans les barbelés, coupant les doigts aux petits planteurs locaux. Autour du globe, toute cette effervescence accéléra le processus d'élimination des petits paysans.

Pour apaiser les tensions devant la précarité de la situation, on concocta les objectifs du millénaire. Pour montrer le sérieux de la démarche, on se donna 15 ans pour venir à bout de la faim. Des engagements budgétaires convaincants accompagnaient le tout. Le nouveau millénaire prit naissance dans un monde porté par de grands discours et soutenu par des gestes allant souvent à l'encontre de ces grandes envolées oratoires.

Il faudra attendre l'année 2008 pour saisir l'ampleur du leurre. La première vraie crise qui devait faire la preuve du bien-fondé du néolibéralisme démontra plutôt l'erreur gigantesque de ce changement de cap. Ce système qui devait rendre le marché plus fluide, réduire le coût de transaction des denrées alimentaires et permettre aux plus démunis de notre monde d'avoir accès à la nourriture fit plutôt la preuve que sans régulation, le marché est aussi indiscipliné que les hommes qui le dominent.

La spéculation boursière prit le dessus sur les beaux discours. La spéculation étatique démontra que le système n'a que la valeur du papier sur lequel il est défini. L'année 2008 a démontré que ce n'est pas faute de produire que les gens n'ont pas de quoi se nourrir, mais plutôt faute de partager. Les objectifs du millénaire ne seront pas atteints, non pas par manque de savoir-faire, mais bien par manque de savoir-vivre. Voilà la réalité de notre histoire.

² General Agreement on Tariffs and Trade-Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce. Le GATT est l'ancêtre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Il suffit de revisiter les huit objectifs du millénaire pour savoir qu'on est loin du « conte ». Dans l'état actuel du monde, la cigale n'a qu'à chanter pour faire déborder son garde-manger. C'est pour cela que la fourmi travaille toute l'année. Le résultat a de quoi faire déchanter.

Les huit objectifs du millénaire sont de :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim.
- Assurer à tous l'éducation primaire.
- Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.
- Réduire la mortalité infantile.
- Améliorer la santé maternelle.
- Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies.
- Assurer un environnement humain durable.
- Construire un partenariat mondial pour le développement.

La succession de crises de la dernière décennie aura quand même fait preuve d'utilité puisqu'elle engendra une prise de conscience. Le terme régulation est de retour dans le vocabulaire. Mieux, il est porté en bouche, même si chez les tenants du libéralisme il a un goût amer. Et c'est précisément pour cette raison que le phénomène d'accaparement des terres a fait son apparition. En effet, la dérèglementation étant de plus en plus contestable, son échec risque de faire naître un mouvement inverse. Comme au jeu d'échec, vaut mieux avoir un coup d'avance. Posséder le territoire est certainement un bon moyen d'avoir une option sur l'avenir. En d'autres termes, perdre la bataille règlementaire en possédant le territoire s'apparente à une victoire.

L'accaparement de ce qui reste à prendre, la terre

Être dépossédé de ces démons, tout le monde le veut bien. Toutefois, qui souhaite être dépossédé de ses biens, quelle communauté veut perdre le sens du bien commun. Chaque geste allant à l'encontre du bien public fait la démonstration d'un système dysfonctionnel. Pourtant, nous assistons à une dépossession majeure des terres. Il existe, depuis très longtemps, des paysans sans terre et, si la tendance se maintient, il y aura des gouvernements sans terre. Cela est rendu possible par :

- La spéculation financière.
- La spéculation étatique.
- L'opacité des mécanismes d'accès à la propriété.
- L'absence de moyens financiers conséquents et accessibles à tous.




Les coffres de la majorité des États sont à sec même si, par ailleurs, il existe des paradis flottant sur des îles pleines de « devises étranges ». Certaines sont du genre; « nous sommes professionnels, nous demeurons secrets ». « Nous protégeons bien notre monde », plutôt que le bien du monde. Heureusement que les valeurs qu'ils protègent sont virtuelles parce que certaines îles seraient trop petites pour contenir toutes les liasses d'argent qu'elles reçoivent si gentiment des mains de celles et ceux qui profitent de la croissance dérégulée.

Dans ce contexte, les conditions sont réunies pour reproduire le coup des subprimes. Créer une bulle spéculative qui sortira définitivement les agriculteurs de l'agriculture. Sortiront de la terre, des carottes de minerais, des pépites de toutes sortes, des hydrocarbures, de l'eau en bouteille pour alimenter le système économique. S'il reste encore un peu d'espace autour des puits, on permettra la production d'aliments pour les humains. Maintenant que l'agriculture peut se faire sur les toits des grands hôtels et des usines, pourquoi s'embarasser d'une agriculture qui prend racine à même le sol.

Comment faire monter le prix des terres au point de ne plus trouver de rentabilité à produire des denrées alimentaires. La réponse est toute simple. En spéculant sur la valeur des terres.

Aujourd'hui, pour les grandes corporations, le plus rentable est évidemment d'obtenir d'immenses territoires à haut potentiel dans des pays en développement. Pendant qu'un petit paysan ne parvient pas à obtenir un titre de propriété pour la terre que sa famille cultive depuis des siècles, d'autres y parviennent aisément. Tantôt, ce sont les coutumes qui nuisent aux paysans, tantôt c'est la complexité des démarches administratives. Pour eux, le plus souvent, il s'agit d'un véritable parcours de combattant s'accompagnant de désagréments prenant la forme d'intéressements destinés à ceux qui ont l'autorité d'émettre un titre de propriété. Pendant ce temps, les grands de ce monde passent chez le président. Moyennant une reconnaissance pour l'intérêt que ce dernier porte à la nation, un titre de propriété leur est délivré séance tenante. Les habitants de la place l'apprendront le plus souvent lorsque, dans un geste déplacé, ils seront chassés de leur terre.





Puis, il y a l'autre forme d'accaparement, celle orchestrée par des États estimant que leur sécurité alimentaire ne sera jamais assurée par les lois du marché. On peut penser à la Chine qui compte le quart des habitants de la planète tout en ne détenant que 10% des terres cultivables. Ou encore à l'Arabie Saoudite qui sent le jour approcher où le pétrole ne pourra plus acheter tous les aliments nécessaires à sa population. En plein désert, les dirigeants du pays savent que leur meilleure option est de posséder des territoires fertiles, ailleurs dans le monde.

Ces deux phénomènes d'accaparement des terres bafouent plusieurs droits. Les principaux sont pourtant enchâssés dans la Déclaration universelle des droits de l'Homme adoptée en 1948. L'accès à la propriété, le droit foncier et le droit à l'égalité sont du nombre.

Le droit d'accès à la propriété est à la base d'une meilleure répartition de la richesse. Lorsque ce droit est réservé à une infime partie de la population, les chances d'atteindre un meilleur partage de la richesse sont, pour ainsi dire, quasi nulles, puisque viennent avec l'accès à la propriété le pouvoir d'emprunt et le bénéfice de la plus-value du bien acquis.

La spéculation est, sans conteste, un moyen de restreindre l'accès à la propriété. Elle limite le pouvoir d'emprunt de ceux qui vivent de l'économie réelle plutôt que de la spéculation. En falsifiant la valeur d'un bien, la spéculation fait grimper son coût d'acquisition au-delà de sa valeur productive. Le lien avec l'économie réelle est donc rompu. Commence alors l'économie financière, cette économie qui lorgne du côté des paradis... fiscaux.

La spéculation foncière est donc la porte d'entrée de l'accaparement des terres. L'augmentation de leur prix a pour effet de sortir l'agriculture familiale du jeu, puisque le coût de transaction est de moins en moins compatible avec la valeur économique de la production, quelle qu'elle soit. Cela engendre une difficulté réelle de financer un actif essentiel à un développement durable de l'agriculture. L'intérêt des nouveaux propriétaires terriens se situe davantage dans la valeur spéculative de la terre, plutôt que dans la rentabilité de la production agricole. Voilà comment le droit foncier est malmené dans le monde économique actuel.

Rogner dans le droit foncier revient à en attaquer un autre. Celui de l'égalité des chances, et en particulier l'égalité des genres. Dans la plupart des pays en développement, la limitation de l'accès à la propriété augmente la marginalisation des femmes. Ce sont elles, en premier lieu, sont privées de l'accès à la propriété terrienne. Pourtant, un des objectifs du millénaire est justement de mieux garantir l'égalité des chances.

Les fabricants de beaux discours fondent leurs belles histoires en utilisant les tribunes onusiennes. Ils ont beau annoncer des milliards de dollars, tant qu'ils ne seront pas sur la table, cela ne donnera pas à manger à tout le monde.

Nous sommes à même de le constater en revisitant les objectifs du millénaire. Pour une partie significative de la population mondiale, l'enfer est sur la terre. C'est peut-être pour cela qu'on veut leur enlever. Pas de paradis pour eux, on leur enlève la terre, ils n'ont nulle part d'autre où aller.

Le texte qui précède n'est qu'une interprétation de l'histoire et toutes ressemblances avec la réalité ne sont que pures coïncidences.

Accapement des terres dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest

Pourcentage des terres agricoles déjà sous contrôle des intérêts étrangers pour la production agroalimentaire dans quelques pays d'Afrique de l'Ouest³.

PAYS	Surface louée ou vendue aux investisseurs étrangers pour production	Pourcentage des terres arables du pays
Bénin	236 100 ha	10 %
Burkina Faso	nd	nd
Guinée	1 608 215 ha	56 %
Mali	372 167 ha	6 %
Niger	nd	nd
Sénégal	460 000 ha	12 %

Comme point de comparaison, la superficie en culture au Québec en 2006 était de 8,6 millions d'acres soit environ 3,5 millions d'hectares.

Source : www.statcan.gc.ca



³ www.grain.org, grain 4565 - accapement des terres et souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest et du Centre, février 2012.



Ce que certains auteurs de l'accaparement en disent...

« Les vrais actifs offrent un véritable refuge pour les investisseurs [...] et l'Or et les terres agricoles sont aujourd'hui les meilleurs actifs que l'on puisse proposer. Et c'est la politique que nous poursuivons, de la manière la plus efficace possible. »

Edouado Elsztain, président du conseil d'administration de CRESUD, le plus grand producteur de soja génétiquement modifié d'Argentine.

« C'est comme un magasin de bonbons pour des gamins. Les opportunités sont tellement immenses et les risques bien moins qu'on ne le pense. »

Susan Payne, PDG d'Emergent Asset management, une Canadienne à la tête de l'entreprise enregistrée au Royaume-Uni. Avec son mari, elle a créé Afrikans Agricultural Land Fund en 2007 qui a acquis plus de 30 000 ha dans divers pays d'Afrique Australe.

Ce que certaines victimes en disent...

« Nous avons été expulsés de nos terres sans compensation. »

« Actuellement, je n'ai pas de ferme. Les gens meurent de faim. Nous sommes obligés d'acheter du riz parce que nous ne cultivons plus le nôtre. »

Zainab Desay et Zainab Kamara, agricultrices déplacées de la Sierra Leone par un projet de canne à sucre de Addax Bioenergy, propriété de Jean-Claude Gandur, enregistrée à Genève.

Source: www.grain.org

Doc.4616-diaporama-qui est derrière l'accaparement des terres

Section III

MOUSSA ET AWA



« La tromperie, si elle a fait déjeuner, ne fera pas dîner. »

(Proverbe africain)



Un récipient rempli d'eau dans une mer de sable. **Voilà la faim.**

ACCAPAREMENT DE LA VIE

Notes biographiques à propos de Moussa et Awa

Moussa accompagne la vie de nos rapports annuels depuis 1999. Il est pêcheur de son métier, cultive aussi son champ et possède quelques poulets, quelques chèvres, et autres. Il demeure à Bunchibourara, son village africain. Awa, la fille de Moussa, a étudié en Europe. Après quelques années de travail aux États-Unis, elle se retrouve à Montréal, puisqu'elle s'est jointe à « Enfaire », une organisation canadienne de coopération internationale.

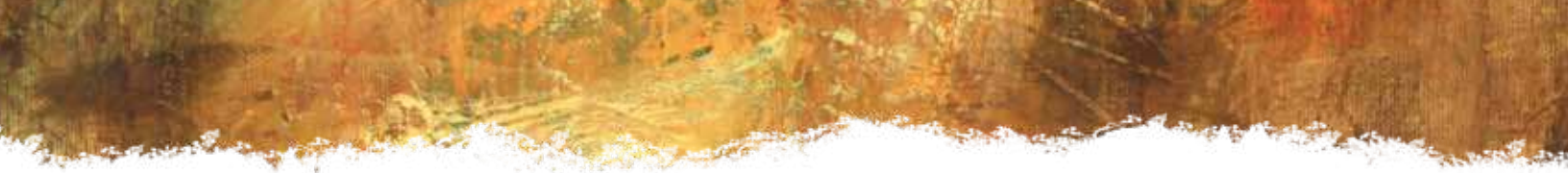
Moussa réfléchit à voix haute sur le développement afin de mieux faire entendre les voies trop souvent oubliées ou tenues muettes.

« Secousses dans la coopération internationale », début de l'année 2012; Moussa va certes prendre la parole et la porter en actes, en lettres. La sage colère, la colère d'un sage ou la sagesse est parfois colère...

Les 2 013 hectares du village Terratouatou sont sacrifiés au nom d'un certain développement. Celui qui ne regarde pas où il passe, pas plus comment et où il va ! La terre est un enjeu pour la terre. Terre des ancêtres, Terre nourricière, Terre porteuse, Terre de vie...

Sous l'arbre à palabres, au village de Terratouatou, Moussa en visite chez son petit frère Samba. Par beau temps, une discussion orageuse a cours entre les anciens perchés comme tous les jours sur le mirador.

- **Samba** : Toutes nos cases sont condamnées, nos parcelles de sorgho, de mil, de légumes vont nous être enlevées...
- **Moussa** : Comment enlevées ? Elles ne sont pas disparues, je les ai vues en arrivant.
- **Chef du village** : On ne nous a pas demandé la permission, ils ont dit que cela va servir au développement du pays, à « enrager » la faim, pour la faire fuir en créant des emplois...
- **Samba** : On n'a pas besoin d'emplois on est paysan, on cultive la terre, on élève des animaux. On est là pour nourrir nos familles, notre village, notre pays.
- **Chef de terre** : On leur a dit, mais ils répondent que c'est pour le bien de la Nation... que le progrès va nous rendre heureux... On a beau leur expliquer que ce n'est pas ce progrès-là qu'on veut, mais ils progressent sans nous.
- **Moussa** : Qui sont ces commerçants de malheur ?
- **Samba** : Notre gouvernement les vend à une grosse compagnie étrangère. Y paraît qu'elle est d'un pays dans les Asie. Ils vont démolir nos cases, il nous faudra partir.
- **Moussa** : Partir, c'est quitter la terre de vos ancêtres, la terre qui vous fait vivre, la terre.

- 
- **Samba**: ... et la terre c'est aussi notre village, son histoire, ce qui nous lie!
- **Chef du village**: Peut-être que c'est une erreur...
- **Moussa**: La perte de vos parcelles, de vos greniers, de la nourriture de vos enfants, de votre façon de vivre... Cela ressemble plus à une horreur préméditée.
- **Samba**: Il faut bouger!
- **Moussa**: Nous serons comme les fourmis, elles se déplacent par centaines, par milliers, mais on croirait qu'elles forment un seul animal qui grossit et grossit.
- **Chef de village**: Je vais voir avec les autres villages et la commune.
- **Samba**: Et moi avec notre organisation paysanne.
- **Moussa**: Je vais demander à ma fille, Awa, de nous aider. Et maintenant, je vous demande la route.
- **Chef de village**: Bien des choses à ta famille Moussa.
- **Samba**: Salutations à toute la famille!
- **Moussa**: Merci et meilleure santé à ton fils Samba.


Quelques jours plus tard, Moussa est de retour à son village, à Bunchibourara. On le retrouve avec son fils Salam.

- **Moussa**: Salam va donc chercher ta machine qui écrit des messages et dans laquelle je peux parler par le sky avec ta sœur Awa dans le Québec.

Après quelques minutes et après avoir branché la « machine à messages » sur la batterie alimentée par le panneau solaire...

Tut Tut Tut Tut Tut Tut

- **Awa**: Bonjour Salam ! Comment vas-tu ?
- **Salam**: Bonjour Awa ! On s'accroche, ça peut aller.
- **Awa**: Et Papa ?
- **Salam**: Justement, il est ici, il a peut-être ta nostalgie, il veut causer avec toi.
- **Moussa**: Bonjour ma Fille, comment vas-tu ?
- **Awa**: Très bien merci et vous ?
- **Moussa**: Comme dirait mon ami haïtien « Papimal ».



Awa, il y a tout de même quelque chose d'étrange qui se passe au village de tonton Samba, à Terratouatou.

— **Awa**: Qu'est-ce que vous voulez dire par étrange?

— **Moussa**: Notre gouvernement a vendu les 2 013 hectares du village à une compagnie de l'Asie. Le village va disparaître. Chez nous, la désertification humaine progresse à grands pas. Avec l'argent, il veulent nous acheter. Mais cette fois, le silence ne peut pas être d'or.

— **Awa**: Je me disais bien qu'un jour cela pourrait arriver dans notre pays. C'est le phénomène d'occupation de terres d'un pays par des étrangers, gouvernements ou grosses compagnies.

— **Moussa**: Ce n'est pas de l'occupation, il nous les enlève.

— **Awa**: Oui papa, tu as raison. En fait, c'est le phénomène d'accaparement. Ce sont des compagnies qui s'entendent avec des gouvernements pour développer une autre agriculture. Ils le font en occupant de plus en plus d'hectares en Afrique et partout dans le monde.

— **Moussa**: Cela leur donne le droit de nous enlever ce qui nous appartient?

— **Awa**: Il y a de moins en moins de terre qu'on peut cultiver sur la planète et la population augmente. Ceux qui ont l'argent, beaucoup d'argent, en profitent pour faire des investissements qui leur rapporteront à long terme. Ils développent une agriculture d'exportation.

— **Moussa**: Ce que tu m'expliques c'est du colonialisme. C'est même pire, parce qu'on nous chasse, non?

— **Awa**: Ça peut s'apparenter à une forme de colonialisme.

— **Moussa**: Si le proverbe « L'échec est la mère du succès » est vrai, nous allons avoir un magistral succès grâce au passage de la compagnie asiatique Accapartou...

— **Awa**: I... n... ..ut pas v... dé... ger.

— **Moussa**: Est-ce que tu as compris ce qu'elle a dit Salam?

— **Salam**: C'est saccadé, il y a un problème de connexion. Ça va revenir.

— **Awa**: Papa, vous m'entendez?

— **Moussa**: Awa! Awa! On l'a perdu.

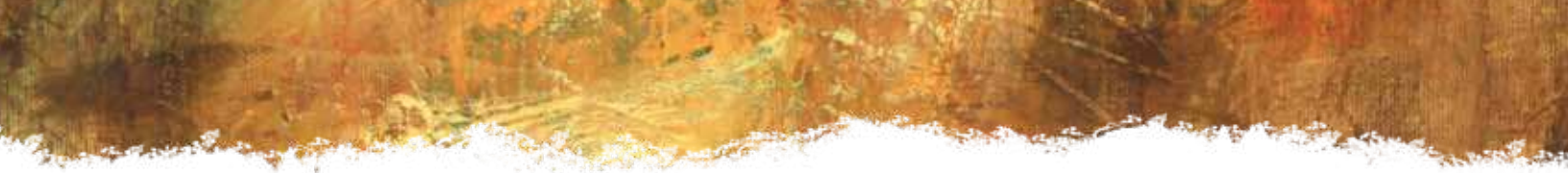
— **Skype**: Il y a un problème avec cet appel. Merci de patienter pendant que nous tentons de rétablir la communication...

— **Awa**: Bon la communication est revenue, je vous disais donc qu'il ne faut pas se décourager.

— **Moussa**: Est-ce que ton organisation « Enterre » peut aider ton oncle et son village?

— **Awa**: ... (moment d'hésitation) Papa, c'est un gros problème, vous savez, ce n'est pas simple...

— **Moussa**: Ma fille « Quand la nuit est noire est-ce qu'on maudit l'obscurité ou est-ce qu'on allume une lampe »?

- 
- **Awa:** Papa, souvenez-vous de ce que je vous ai dit l’an dernier, Enfaire a aussi subi des coupures majeures dans son financement, on a dû remercier du personnel.
 - **Moussa:** Finalement, vos moyens sont aussi petits que les nôtres désormais ?
 - **Awa:** Ce n’est pas parce qu’on ne veut pas aider, mais il faut rester les pieds sur terre et faire avec les moyens que l’on a.
 - **Moussa:** C’est ce que nous voulons nous aussi, garder les pieds sur notre terre. Je vois que nous n’avons plus beaucoup de choix. Mais tu te rappelleras ma fille, que de ne plus avoir le choix c’est perdre sa liberté...
 - **Awa:** Je vais tout de même en discuter avec mes collègues.
 - **Moussa:** Ta vieille mère a été malade, mais aujourd’hui elle va mieux. C’est toujours ses maux au ventre.
 - **Awa:** Est-ce que ses malaises ont duré longtemps ? Est-ce que c’était pire que la dernière fois ? Prend-elle des médicaments ? Vous lui direz mes souhaits de « meilleure santé ». Il faut m’informer s’il y a des changements.
 - **Moussa:** Tout est rentré dans l’ordre, ne t’inquiète pas, ta sœur s’occupe bien d’elle. Mes salutations à toute ma famille du Québec !
 - **Awa:** Merci Papa, je vous tiens au courant pour le problème de terre.

Le lendemain matin, Moussa est toujours à la recherche de réponses et d’appui. Il décide de contacter son ami haïtien Saint-Jules Gros Orteil.

- **Moussa:** Salam, je voudrais skyer mon ami Saint-Jules.
- **Salam:** Papa, il est trop tôt en Haïti, votre ami dort à cette heure-ci.
- **Moussa:** Nous pouvons lui envoyer une lettre dans le nuage.
- **Salam:** Oui, un « imel ».
- **Moussa:** Commence par lui expliquer ce qui se passe à Terratouatou.

Quelques minutes plus tard...

- **Moussa:** Demande-lui si chez eux ils ont ce problème de faire disparaître la terre. Sa terre, son village, sa vie, par des accapareurs avec la complicité de leur gouvernement. Il faut aussi parler de ce qu’il me suggère de faire.

Le lendemain du lendemain, Salam lit la réponse de Saint-Jules.

« Cher Moussa, nous avons un réel problème foncier ici, mais pour le moment nous n'avons pas eu de visite d'accapareurs. Notre ami Tremblay, de l'UPA au Québec est venu l'autre jour nous visiter. Il a vu à Port-au-Prince un écriteau: « Mariage gratuit ». Il m'a tout de suite demandé qu'est-ce qui est gratuit au juste. Je lui ai répondu, en souriant, que cet écriteau ne parlait pas du mariage. Lui, d'un air particulièrement étonné, me dit « Tu es en train de me dire que mariage ne veut pas dire mariage en Haïti ».

En fait, cet écriteau correspond à une loterie nationale et à différentes options d'achat. Je te raconte cela pour te dire que la vie et notre avenir ne sont pas une loto. Ceux qui jouent avec l'argent, pour en faire toujours plus, ils ne jouent pas à la loto, ils ont le meilleur des deux mondes. La terre, pour faire plus d'argent, et le paradis fiscal, pour que leur plus d'argent fasse plus d'argent.

Ce qu'on peut faire... On dit chez nous « Penser à faire son lit avant d'avoir sommeil. (Haïti) ». Si quelqu'un cherche à défaire notre lit, ou pire, à se l'accaparer, il faut le retourner chez eux ou, à tout le moins, l'empêcher d'entrer dans notre chambre. Dit autrement, c'est comme tu me l'as déjà écrit « Le soleil brille sur ceux qui sont debout avant de briller sur ceux qui sont à genoux. » (Proverbe africain).

Bien du courage pour la suite des choses. Nous penserons à vous.

À bientôt mon ami ! »

Quelques mois plus tard, alors que Moussa est dans sa pirogue en train de pêcher comme il le fait depuis toujours.

Il voit sur la piste qui longe la rive, des dizaines de petites, de grandes et d'énormes roues passées. Roues appartenant à des tracteurs, des camions, des béliers mécaniques et autres équipements pour mettre en valeur ce que l'accapareur a enlevé à ses sœurs et frères de Terratouatou.

Lorsqu'ils arriveront au village, Moussa sait qu'il n'y aura plus personne sinon quelques jeunes, recrutés par l'accapareur comme gardien, pour que le bien de l'accapareur ne subisse pas le même sort que les familles de Terratouatou...

Il sait aussi qu'un grand écriteau a été installé à l'entrée du village. Il y est écrit:

« La tromperie, si elle a fait déjeuner, ne fera pas dîner. On vous attend pour dîner ! »

Dans sa pensée, Moussa imagine déjà que la sauce sera assaisonnée d'amertume et que la céréale viendra d'ailleurs...

Un an plus tard...

(À suivre)

Section IV

FAITS SAILLANTS DE LA
PROGRAMMATION
2012-2013



*« Beaucoup de petits individus, dans beaucoup
d'endroits, qui entreprennent beaucoup de petites
actions, peuvent transformer le monde. »*

Proverbe africain



« Un sac de farine est dans une mer de sable. Voilà la faim. »

De la parole aux actes, du concept à la réalisation

Nous l'avons évoqué précédemment, au fur et à mesure que le « monde de la coopération se désertifie », les propositions et les interventions se complexifient. Pour s'ajuster à ce nouveau contexte international, UPA DI poursuit le virage qu'elle avait amorcé en 2002 en s'associant de plus en plus à d'autres organisations de coopération afin de mieux répondre aux attentes des partenaires. La programmation de la dernière année en témoigne, de façon significative, et apporte déjà son lot de résultats.

Poursuite de la programmation en Haïti

C'est en Haïti que cette façon concertée d'intervenir se concrétise le plus. Il s'agit d'une intervention avec plusieurs organisations de coopération, dans une même zone, sur plusieurs dimensions du développement et autour d'un même partenaire local. C'est dans ce contexte multidimensionnel qu'UPA DI a pu continuer d'apporter sa contribution au développement de l'agriculture et à la gestion communautaire des ressources naturelles dans la zone de Labrousse, en Haïti.

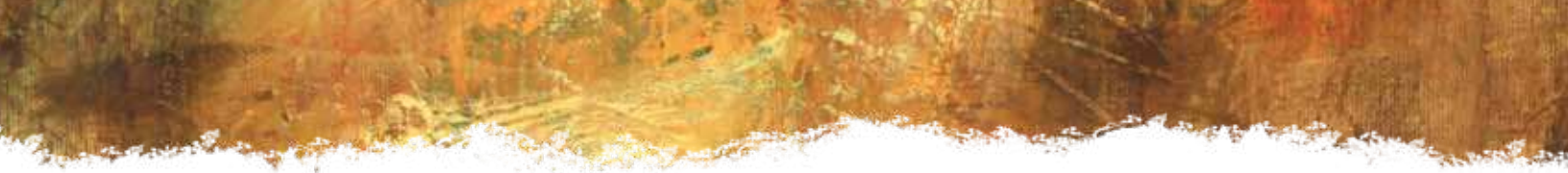
UPA DI a pu poursuivre le programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT), initié en 2009, ainsi que le projet *Postséisme*, débuté en 2011, avec huit groupements paysans. Un financement majeur de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a permis cette poursuite. D'autres financements et partenaires se sont ajoutés : une participation du ministère de Relations internationales du Québec (MRI), une contribution de la fondation Roncalli et un travail de proximité avec L'ŒUVRE LÉGER. La Fondation pour le développement économique et social (FODES-5) est le partenaire national d'UPA DI depuis le tout début.

Le travail a aussi porté sur la consolidation de la production maraîchère sur les sites aménagés, de façon particulière, en proposant et encadrant des itinéraires techniques prenant en compte les spécificités du climat, de l'environnement et des productions. Cette dernière venait valoriser les aménagements déjà réalisés par les populations. Avec l'appui de la Fondation Louise-Grenier, des infrastructures d'irrigation ont pu être installées sur un des sites de maraîchage. La production a contribué à la sécurité alimentaire de la zone tout en dégageant des bénéfices pour les groupements et leurs membres et en renforçant la cohésion entre eux.

Enfin, pour la promotion et la mise en marché collective des produits maraîchers, UPA DI collabore avec FODES-5 à la mise en place d'une fédération des groupements qui contribuera à consolider le développement de l'agriculture dans la zone et assurera la pérennité des actions initiées.

Renforcement des organisations au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal

AgriCord est un regroupement de dix agri-agences et quatre associations paysannes associées qui se concertent, notamment pour mettre en place le programme « Paysan contre la pauvreté », à partir de fonds nationaux et multilatéraux. Dans ce cadre, UPA DI a pu poursuivre son travail d'appui aux organisations paysannes partenaires du Burkina Faso, du Mali et du Sénégal.



Au Burkina Faso, UPA DI appuie l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) dans la consolidation de son programme semencier. Il s'agit de soutenir la production de semences par les membres de l'union, de voir à leur certification, de les conditionner et de les mettre à la disposition de l'ensemble des membres de l'union afin d'améliorer la productivité. Cette activité a certes un impact positif sur les autres opérations de l'organisation, notamment sur le volume de céréales à commercialiser. Ce service permet également de fidéliser les membres utilisateurs et, par le fait même, de contribuer à l'autonomie financière de l'organisation. L'ŒUVRE LÉGER apporte un appui complémentaire à cette initiative.

Au Mali, UPA DI renforce Faso Jigi dans la mise en œuvre de ses services de commercialisation du riz, des céréales sèches et d'échalotes particulièrement à travers l'appui-conseil, la mise en place d'un service d'approvisionnement en intrants et l'acquisition d'infrastructures de stockage. L'ŒUVRE LÉGER, comme au Burkina Faso avec l'UGCPA/BM, est partie prenante de cet appui à Faso Jigi.

Au Sénégal, toujours soutenue par AgriCord, UPA DI, en collaboration avec le Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA), appuie l'Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM) et la Fédération des périmètres autogérés (FPA) dans le cadre du programme *Les Savoirs des gens de la terre* (LSGT). Il s'agit d'un programme intégré de formation et de développement de l'agriculture permettant d'intervenir à trois niveaux: les exploitations agricoles familiales, les groupements et l'organisation faïtière.

Résilience face aux changements climatiques

Peu importe où nous vivons sur la planète, nous ne pouvons ignorer les changements climatiques. Les productrices et les producteurs agricoles sont parmi les premiers à en ressentir les effets. Ceux en provenance de pays fragiles sur le plan environnemental, dont les pays du Sahel, sont les plus vulnérables. Le Burkina Faso est un de ceux-là.

UPA DI et L'ŒUVRE LÉGER appuient l'UGCPA/BM, dans la mise en œuvre d'un programme d'activités intégrées, pour développer une résilience face à l'impact des changements climatiques sur l'agriculture. Il s'agit essentiellement d'adapter les pratiques agricoles des paysannes et des paysans aux nouvelles conditions environnementales. Ceci est rendu possible par le financement du Fonds canadien pour la résilience climatique en Afrique, lequel est géré par l'ACDI.

Le projet appuie 700 paysannes et 500 jeunes femmes et hommes de 39 ans et moins dans :

- La production de nouvelles variétés de niébé (haricot), selon un itinéraire technique spécifique, pour la consommation humaine. La fane de niébé sera récoltée pour l'alimentation des animaux, dans le cadre des activités d'élevage.
- L'élevage en contention, en opposition à l'élevage extensif, de porcs, de moutons et, dans une moindre mesure, de chèvres qui se retrouveront également sur le marché local de viande. Les fumiers serviront à enrichir le sol pour la campagne agricole suivante.
- L'installation de 200 biodigesteurs sur les exploitations ayant suffisamment de fumiers pour la production de biogaz. Ces derniers serviront à la cuisson des aliments et l'éclairage.
- La plantation de 12 000 plantules de *Faidherbia albida* (communément appelé balanzan) dont la feuille peut servir à l'alimentation du bétail ou à enrichir le sol.

La complémentarité entre les diverses activités permettra de maximiser les résultats sur le plan agricole face aux changements climatiques, tout en contribuant à la sécurité alimentaire et en dégagant des revenus pour les familles participantes.

Reconnaissance des institutions internationales

Nous l'avons évoqué précédemment, les 20 ans d'expertise d'UPA DI dans le renforcement des organisations paysannes des pays du Sud et dans le soutien pour le développement de politiques agricoles favorables ont été reconnus, au cours de la dernière année, dans une entente signée entre la FAO et l'UPA. Cette reconnaissance s'est concrétisée dans deux projets en partenariat avec des institutions internationales.

- Dans le programme CoOPéquité de la FAO au Niger, UPA DI contribue au renforcement de mécanismes de concertation et de dialogue entre les organisations agricoles et l'État. Contribution également au renforcement des capacités des organisations de productrices et producteurs ainsi que des représentants de l'État, et ce, au plan de la gouvernance, l'équité et l'accès aux marchés.
- Le Fonds international de développement agricole (FIDA) finance un programme de cinq ans venant en appui au développement de la Plateforme régionale des organisations paysannes d'Afrique centrale (PROPAC). UPA DI a le mandat d'appuyer la PROPAC dans la mise en œuvre d'une des composantes du programme. Plus précisément, il s'agit de soutenir le développement des activités ou services économiques des OP et, par conséquent, de renforcer leur implication dans les chaînes de valeur avec un impact sur la viabilité des OP.



Mission d'UPA DI soutenir la ferme familiale comme modèle d'agriculture durable en appuyant les organisations paysannes démocratiques, les systèmes collectifs de commercialisation des produits agricoles et toutes autres initiatives structurant l'avenir de l'agriculture dans les pays en voie de développement.

			AXES D'INTERVENTIONS					
PAYS	PARTENAIRES	PROJETS / ACTIVITÉS	Développement organisationnel	Développement de la production et mise en place de services collectifs	Approche filière	Développement et soutien des politiques agricoles	Rapprochement des productrices et producteurs	
Afrique de l'Ouest	Réseau des organisations paysannes et de producteurs de l'Afrique de l'Ouest (ROPPA)	Maintien des relations	X			X		
Burkina Faso	Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM)	Projet résilience climatique dans la Boucle du Mouhoun — Avec L'ŒUVRE LÉGER	X	X			X	
	Diverses organisations de quatre filières	Appui au développement de la commercialisation des semences certifiées — Avec L'ŒUVRE LÉGER	X	X			X	
		Dynamisation des filières agroalimentaires au Burkina Faso — Avec AECOM		X	X		X	
Canada	L'Union des producteurs agricoles (UPA), différents groupes qui lui sont affiliés ainsi que le mouvement agricole en général	Différents types d'appui selon la nature des interventions d'UPA DI	X	X	X	X	X	
	AGLA Médias	Série de cinq documentaires diffusés à Canal Savoir					X	
	La Terre de chez nous (TCN)	20 à 24 chroniques par année et couverture médiatique de divers événements					X	
El Salvador	Central cooperativa agropecuaria (CCA)	Appui en production laitière et commercialisation collective — Avec la Fédération des producteurs de lait du Québec (FPLQ)	X	X		X	X	
Haïti	La Fondation pour le développement économique social (FODES-5)	Programme de développement de l'agriculture (PDA): Les Savoirs des gens de la Terre (LSGT) et le projet Postséisme en Haïti	X	X		X	X	
		Production maraîchère sur terrasses aménagées — Avec L'ŒUVRE LÉGER	X	X			X	
		Infrastructure d'irrigation pour la production maraîchère — Avec la Fondation Louise-Grenier	X	X				
Mali	Faso Jigi	Accroître la performance de l'activité de commercialisation du riz, des céréales sèches et de l'échalote — Avec L'ŒUVRE LÉGER	X	X				
	Diverses organisations agricoles	Programme compétitivité et diversification agricoles (PCDA) — Avec l'Alliance agricole internationale (AAI)	X	X	X	X		
Niger	Plateforme paysanne du Niger, quelques organisations paysannes et le gouvernement du Niger	Programme CoOPéquité — Avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	X	X		X		
Sénégal	Fédération des périmètres autogérés (FPA)	Programme de développement de l'agriculture (PDA): Les Savoirs des gens de la Terre (LSGT)	X	X		X	X	
	Union des groupements paysans de Méckhé (UGPM)		X	X		X	X	
	Centre interprofessionnel pour la formation aux métiers de l'agriculture (CIFA)		X	X		X	X	
	Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED)			X		X		
	Fédération des périmètres autogérés (FPA)		Bey Dunde — Avec l'Alliance agricole internationale (AAI)	X	X	X	X	X
	Conseil de concertation et de coopération des ruraux (CNCR)		Maintien des relations	X	X		X	X

Au Canada, UPA DI collabore avec d'autres partenaires: l'Agence canadienne de développement international (ACDI), le ministère des Relations internationales du Québec (MRI), le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) et la Société de coopération pour le développement international (SOCODEVI) formant l'Alliance agricole internationale (AAI) avec UPA DI, la Coalition L'ŒUVRE LÉGER – UPA DI, la Collaboration Québec – Haïti, le Groupe d'économie solidaire du Québec, la Fondation internationale Roncalli, l'Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI) et autres. Elle collabore également avec des partenaires sur la scène internationale: AgriCord, dont TRIAS dans l'intervention au El Salvador, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et la Banque mondiale.

Des artisanes et artisans de la résistance

Conseil d'administration

- Marcel Groleau, président
- Richard Maheu, vice-président
- Martin Caron, administrateur
- Hervé Dancause, administrateur
- Gib Drury, administrateur
- Bruno Letendre, administrateur
- Norman MacIsaac, administrateur
- Raymonde Plamondon, administratrice
- Rémy Trudel, administrateur

Consultants

UPA DI fait appel à des consultants pour la réalisation de mandats précis. Voici ceux qui ont contribué à la coopération de paysans à paysans lors de la dernière année:

- Claude Giles
- Pierre Jobin

Producteurs et conseillers experts ainsi que fermes hôtes

Pour que la coopération de paysans à paysans prenne tout son sens, UPA DI fait appel à des agricultrices et agriculteurs d'ici, membres de l'UPA, pour réaliser des appuis sur le terrain ou pour accueillir des stagiaires étrangers au Québec. Des permanentes ou permanents de l'UPA et autres organisations agricoles s'impliquent également avec UPA DI.

Producteurs et conseillers experts

- Claude Barnabé
- Luce Bisson
- Jean-Luc Leclair
- Mario Leclerc
- Russell Pocock

Fédération régionale d'accueil de Lotbinière-Mégantic

– Fermes hôtes au Québec

- André Bolduc et Angèle Poirier
- Gérald Morin et Laurette Lambert
- Daniel Beaudoin et Johanne Hamel
- Johanne Gouin
- Jean Beaudet et Linda Labrecque
- Emilien Lemay et Chantale Lemay
- Mario Leclerc et Hélène Prince
- Bruno Vigneault et Jocelyne Beaumont
- Laétitia Létourneau et Justin Bergeron
- Mario Giroux, Nicole Charbonneau et leur fille Geneviève Giroux
- Kathy Carrier et René Tanguay
- Normand Côté, Huguette Baron et leur fille Valérie Côté





Équipe du personnel Au Québec



André D. Beaudoin,
secrétaire général



Isabelle Daoust, directrice
administrative et secrétaire-trésorière



Paul Langelier,
directeur de la programmation



Hélène Jolette, responsable du
réseau des partenaires



Martin Couture,
chargé de programmes



Normand Jacob,
chargé de programmes



Michel Gendreau,
chargé de programmes



Tamari Langlais, agente
d'information et de formation



Gaétane Fournier, agente d'information et de formation



Julie Comeau, secrétaire de direction



France Morin, technicienne administrative



Pascale Côté, technicienne comptable



Zoé Bienvenu, stagiaire FAO

Équipe du personnel À l'étranger



Hugo Beaugard-Langelier, conseiller technique à l'Union des groupements pour la commercialisation des produits agricoles de la Boucle du Mouhoun (UGCPA/BM) au Burkina Faso, dans le cadre du Projet de résilience climatique dans la Boucle du Mouhoun (PRCBM)

Semer des mots et des images pour résister à l'accaparement

Pour donner aux mots un sens, les co-auteurs :

- André D. Beaudoin
- Claude Giles
- Paul Langelier

Pour donner aux mots une forme :

- Julie Comeau
- France Morin
- Éliane Tremblay

Pour les mille mots des images et leur déploiement dans le texte :

- Ginette Morneau, Versicolore design inc.

Post-scriptum

« Il n’y a pas de bon vent pour un bateau sans destination »

Proverbe chinois

Un monde gravitant autour d’une nature chamboulée causant de grandes marées dévastatrices, des ouragans qui tournoient autour de populations piégées et, en même temps ailleurs, des sécheresses assoiffent des terres nourricières. Voilà des phénomènes observables. Pourtant, malgré la panoplie de données, de technologies avancées et de mécanismes d’analyse, le mieux que l’on parvienne à faire, c’est d’avertir lorsque la menace se pointe. On imite les marins qui veillent au grain lorsque la tempête menace. Un vent impitoyable qui chavire les bateaux et le cœur des familles qui perdent leurs proches dans une mer déchaînée.

Les grandes marées humaines et le système qui virevolte, augmentant les risques de dérives, voilà aussi des réalités bien documentées. Il existe certainement des mécanismes d’alerte précoce, des rapporteurs spéciaux qui documentent et informent. Malgré tout, le mieux que l’on réussisse à faire c’est de constater le drame. Il est là, comme une masse d’air qui stagne sur place, paralysé par sa propre dynamique. Le vent du libéralisme tempête et le monde s’empêtre. Dans ce cas, il n’est pas utile de veiller au grain puisque, généralement, ce ne sont pas les grains qui sont en cause. La nourriture ne manque pas, par contre, la volonté réelle de s’attaquer à une meilleure distribution de cette nourriture n’est pas au rendez-vous.

Ce ne sont pas les mécanismes qui font défaut, l’Organisation des Nations Unies (ONU) en a plusieurs. Le Programme alimentaire mondial (PAM) en est un d’intervention dans les zones en déficit alimentaire. Le Fonds international de développement agricole (FIDA), quant à lui, a le mandat d’appuyer le développement de l’agriculture. L’Organisation des Nations Unies pour l’alimentation et l’agriculture (FAO) apporte un appui technique appuyant des populations, des organisations agricoles et des gouvernements œuvrant à l’émergence d’une agriculture mieux apte à répondre aux besoins du monde. Tous ces dispositifs sont soutenus par une veille permanente réalisée par le rapporteur officiel de l’ONU.

Pour expliquer le borbier dans lequel on s’enfonce, il y a ce proverbe qui dit « Il n’y a pas de bon vent pour un bateau sans destination ». La mondialisation a fait monter l’individualisme à un niveau tel dans l’échelle des attitudes humaines, que chacune des nations du monde veut imposer sa direction à un monde qui s’agite dans tous les sens. Voilà pourquoi le système virevolte. Ayant horreur du vide, la nature se déchaîne devant la spirale de l’indifférence emportant littéralement, sur son passage, des populations complètes.

Devant ces réalités qui choquent, ce n’est pas de n’importe quel développement dont le monde a besoin. Il s’agit, d’abord et avant tout, d’une coopération économique multilatérale respectueuse de l’environnement au sens large du terme. S’accaparer la terre et ses ressources naturelles, ce n’est pas exactement la manière de mettre à profit la richesse de l’humanité.



Voici un extrait du Protocole d'accord entre l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et UPA Développement international (UPA DI), signé à Rome le 15 octobre 2012, par monsieur José Graziano da Silva, directeur général de la FAO et monsieur Marcel Groleau, président général de l'UPA et d'UPA Développement international.

Réaffirmant la conviction de la FAO et de l'UPA DI, que la sécurité alimentaire mondiale n'est pas une simple question technique, mais repose, avant tout, sur la capacité des agricultrices et agriculteurs à nourrir la planète. Relever ce défi dépend de la mise en place de politiques agricoles régionales, nationales et locales équitables aptes à :

- *Fournir un cadre adapté au développement d'une production agricole durable, tout en reconnaissant la spécificité des produits agricoles et leurs modes de production.*
- *Mobiliser des investissements favorisant le développement de l'agriculture familiale.*
- *Accompagner le développement des productions et assurer la viabilité des activités agricoles.*
- *Garantir un revenu décent aux agricultrices et agriculteurs.*
- *Assurer l'installation des jeunes dans l'agriculture pour le renouvellement des générations.*
- *Reconnaître l'importance culturelle et la contribution en termes de biodiversité des produits agricoles comme le patrimoine mondial.*



Pour envoyer des dons
DigniTerre / L'ŒUVRE LÉGER

130, avenue de l'Épée, Montréal (Québec) H2V 3T2

www.leger.org



Pour tout commentaire
UPA Développement international (UPA DI)

555, boul. Roland-Therrien, bureau 020, Longueuil (Québec) J4H 4E7

Téléphone: 450 679-0540, poste 8844
ou 450 679-0530 pour l'extérieur du pays

Télécopieur : 450 463-5202 ou 450 646-4565

Courriel: upadi@upa.qc.ca

Pour complément d'information, visitez notre site: www.upadi-agri.org

